

**ASSOCIATION
LES P'TITS MOUNES**

15 rue Pitel – 97490 Sainte Clotilde

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
ET RAPPORT SPECIAL
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

■ ■ ■

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

DE L'ASSOCIATION LES P'TITS MOUNES

ARRETES AU 31 DECEMBRE 2023

■ ■ ■

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31/12/2023

Association Les P'tits Mounes

15 rue Pitel
97490 Sainte-Clotilde
Siren : 439 827 197

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2023

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association LES PTITS MOUNES relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association LES PTITS MOUNES à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Subventions : La note « subventions d'exploitation » de l'annexe présente les subventions comptabilisées au titre de 2023. Nous nous sommes assurés de la réalité des subventions figurant dans ce tableau, et du caractère raisonnable de l'évolution des montants restant à encaisser sur ces subventions à la clôture de l'exercice. Nos travaux ont essentiellement porté sur l'analyse des contrats et des conventions de subvention signés entre votre association et ses financeurs.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport moral et financier et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du bureau et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association LES PTITS MOUNES à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilité du commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois



garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Sainte-Clotilde, le 19 juin 2024

Le Commissaire aux comptes
CAC REUNION, représenté par

Pascal TERRAZZONI



Les comptes annuels

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Bilan Actif

État exprimé en €		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023			Du 01/01/2022 Au 31/12/2022
		Brut	Amortis. Provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations Incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	1 533,10	1 533,10		
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Immobilisations Corporelles				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat et outillage indus.	343,18	343,18		
	Autres immobilisations corporelles	49 416,81	33 211,53	16 205,28	17 680,43
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes	303,80		303,80	
	Biens reçus par legs ou donations dest. à être cédés				
	Immobilisations Financières				
	Participations et Créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres	3 084,50		3 084,50	3 084,50
TOTAL (I)		54 681,39	35 087,81	19 593,58	20 764,93
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours				
	Stocks et en-cours				
	Créances				
	Créances cli., adhé., usagers et cpt. rattachés	3 672,07		3 672,07	2 859,22
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	162 924,99		162 924,99	135 255,33
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	483 030,63		483 030,63	458 032,59
	Charges constatées d'avance	1 794,61		1 794,61	1 745,96
TOTAL (II)		651 422,30		651 422,30	597 893,10
COMPTES RÉGUL.	Frais d'émission des emprunts (III)				
	Primes de remboursement des emprunts (IV)				
	Écarts de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V)	706 103,69	35 087,81	671 015,88	618 658,03

Bilan Passif

État exprimé en €

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022
Fonds Propres	Fonds propres		
	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
Fonds dédiés	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	554 385,86	516 930,78
	Excédent ou déficit de l'exercice	49 277,48	37 455,08
	Situation nette (sous total)	603 663,34	554 385,86
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	TOTAL (I)	603 663,34	554 385,86
Provisions	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
	TOTAL (II)		
Dettes	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	TOTAL (III)		
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières diverses		
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	7 563,55	9 075,42
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	55 991,26	53 224,94
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	3 797,73	1 971,81
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
TOTAL PASSIF	TOTAL (IV)	67 352,54	64 272,17
	Écarts de conversion passif (V)		
	TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	671 015,88	618 658,03

C.A.C. REUNION

Commissariat aux Comptes - Expertise Comptable
 10 RUE DE LA FRATERNITE - 97490 SAINTE CLOTILDE
 SIREN : 460 720 347 - APE : 6920Z

Compte de résultat - Produits

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

		31/12/2023	N-1
Produits d'exploitation	Ventes de marchandises	AA	
	Production vendue : - Biens	AC	
	- Services	AE	44081,00
	Montants nets produits d'exploitation	AG	0,00
	Production stockée	AI	
	Production immobilisée	AK	
	Subventions d'exploitation	AM	442197,58
	Dons	AO	
	Cotisations	AQ	
	Legs et donations	AS	340,68
	Produits liés à des financements réglementaires	AU	
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	AW	4,00
	Autres produits	AW	4,00
	Sous-total des autres produits d'exploitation	AY	0,00
Total des produits d'exploitation (I)		BA	486 623,26
Quotes-parts d'éléments du fonds associatif virées au compte de résultat (II)		BC	0,00
Produits financiers	Participations	BE	
	Autres valeurs mobilières et créances d'actif	BG	
	Autres intérêts et produits assimilés	BI	3222,23
	Reprises sur provisions et transferts de charges	BK	
	Différences positives de change	BM	
	Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement	BO	
	Total des produits financiers (III)	BQ	3 222,23
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	BS	1374,01
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	BU	
	Reprises sur provisions et transferts de charges	BW	
	Total des produits exceptionnels (IV)	BY	1 374,01
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)		CA	491 219,50
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT		CC	0,00
TOTAL GENERAL		CE	491 219,50

C.A.C. REUNION
 Commissariat aux Comptes - Expertise Comptable
 10 RUE DE LA FRATERNITE - 97490 SAINTE CLOTILDE
 SIREN : 450 720 347 - APE : 6920Z

LES PTITS MOUNES

Compte de résultat - Charges

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

		31/12/2023	N-1
Charges d'exploitation	Achats de marchandises et de matières premières	CG 12437,68	11180,49
	Variation de stock (marchandises et matières premières)	CI	
	Autres achats non stockés	CK 95684,88	90732,55
	Services extérieurs	CM	
	Autres services extérieurs	CO	
	Impôts, taxes et versements assimilés	CQ 5648,80	7024,98
	Salaires et traitements	CS 280591,57	258063,42
	Charges sociales	CU 42803,60	41470,65
	Autres charges de personnel	CW	
	Subventions accordées par l'association	CY	
	Dotations aux amortissements	DA 3199,59	1734,67
	Dotations aux provisions	DC	
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	DE	
	Autres charges	DG 1461,94	122,79
Total des charges d'exploitation (I)		DI 441 828,06	410 329,55
Quotes-parts de résultat sur opérations communes (II)		DK 0,00	
Charges financières	Dotations financières aux amortissements et provisions	DM	0,00
	Intérêts et charges assimilées	DO	
	Différences négatives de change	DQ	
	Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements	DS	
Total des charges financières (III)		DU 0,00	0,00
Ch. exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	DW 113,96	100,00
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	DY	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	EA	
Total des charges exceptionnelles (IV)		EC 113,96	100,00
Participation salariés aux résultats (V)		EE	
Impôts sur les sociétés (VI)		EG	
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)		EI 441 942,02	410 429,55
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT		EK 49 277,48	37 455,08
TOTAL GENERAL		EM 491 219,50	447 884,63

C.A.C. REUNION

Commissariat aux Comptes - Expertise Comptable
 10 RUE DE LA FRATERNITE - 97490 SAINTE CLOTILDE
 SIREN : 450 720 347 - APE : 6920Z

Annexes

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice est de 671 016 E.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 49 277 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants.

ACTIVITE DE L'ASSOCIATION

Objet social : La création et la gestion de structure d'accueil de la petite enfance

Activité sur l'exercice : Etablissement d'accueil de jeunes enfants (EAJE) accueillant des enfants de moins de 5 ans

Les moyens humains mis en œuvre sont un personnel pédagogique (une infirmière, une éducatrice de jeunes Enfants, deux auxiliaires de puériculture et quatre animatrices), un personnel administratif (un gestionnaire et une secrétaire comptable) et un personnel technique (agent d'entretien).

Nos locaux sont situés au 15 rue Pitel, 97490 Sainte Clotilde.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2023 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, et celles du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, qui réforme le règlement CRC 99-01.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles. Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Rémunération des cadres dirigeants :

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Honoraires des commissaires aux comptes :

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 4 796 €.

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 54 681 E

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	1 533	304		1837
Immobilisations corporelles	54526	1724	6491	49759
Immobilisations financières	3085			3085
TOTAL	59144	2028	6491	54681

Amortissements et provisions d'actif = 35 088 E

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	1 533			1 533
Immobilisations corporelles	36846	3200	6491	33555
TOTAL	38379	3200	6491	35088

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Concess.dts similaire	1 533	1 533	0	1 an.
Mater.outil.serv.gen	343	343	0	3 ans
Instal generales	26806	22645	4161	4 à 13 ans
Mat.bureau & informa	1646	845	801	3 à 4 ans
Mobilier	20965	9721	11244	3 à 10 ans
Avances	304	0	304	
TOTAL	51597	35088	16510	

Etat des créances = 171 477 E

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	3085		3085
Actif circulant & charges d'avance	168392	168392	
TOTAL	171477	168392	3085

Montant des subventions à recevoir : 162 922 euros

Dont :

-subvention caf (PSU) : 150 322 E

-subvention caf (FPT+) : 10 800 E

-mairie (FPT+) : 1 800 E

Charges constatées d'avance = 1 795 E

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	516 931		37 455		554 386
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	37 455	-37 455	49 277		49 277
Dont générosité du public					
Situation nette	554 386	-37 455	86 732		603 663
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL					
TOTAL dont générosité du public					

Report à nouveau avant répartition du résultat

Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées		
- à l'exercice		
- aux exercices ultérieurs		
Report à nouveau non affecté à des activités sous contrôle de tiers financeurs		
Report à nouveau des activités propres de l'association		554 386
SOLDE		554 386

Etat des dettes = 67 353 E

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Avances et acomptes reçu	3798	3798		
Fournisseurs	7564	7564		
Dettes fiscales & sociales				
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	55991	55991		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	67 353	67 353		

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Ventilation du chiffre d'affaires = 44 081 E

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant HT	Taux
Participation des parents	43507	98,70 %
Pénalités après fermeture	434	0,98 %
Produits des activités annexes	140	0,32 %
TOTAL	44081	100.00 %

DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

Charges constatées d'avance = 1 795 E

Charges constatées d'avance	Montant
Charges const.avance(48600000000)	1 795
TOTAL	1 795

Charges à payer = 32 211 E

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant
Fourn.fact non parve(40800000000)	2 398
TOTAL	2 398
Dettes fiscales et sociales	Montant
Conges a payer(42820000000)	25924
Ch.soc.dette cong.a(43820000000)	3889
TOTAL	29 813

Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
CAF	PSU/BONUS MIXITE	353 674	203 352	150 322		
CAF	AIDE EXCEPTIONNELLE 2020	2 669	2 669			
CAF	PSU SOLDE 2022		133 486			
CAF	FONDS PUBLIC ET TERRITOIRES PLUS	36 000	25 200	10 800		
MAIRIE ST DENIS	FONDS PUBLIC ET TERRITOIRES PLUS	9 000	7 200	1 800		
ASP	AIDES	31 426	31 426			
TOTAL		432 769	403 333	162 922	0	0

Eléments significatifs ou importants

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les
conventions réglementées

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des
comptes
de l'exercice clos 31/12/2023

Association Les P'tits Mounes

15 rue Pitel
97490 Sainte-Clotilde
Siren : 439 827 197

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS 31/12/2023**

Aux membres de l'association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Sainte-Clotilde,

Le 19 juin 2024



Le Commissaire aux comptes
CAC REUNION, représenté par

Pascal TERRAZZONI